

## RECHERCHES EN ECONOMIE ET SOCIOLOGIE RURALES

### ESPACES RURAUX ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

#### PRÉSENTATION

Le gouvernement français a engagé en 2003 une réflexion sur les évolutions législatives et réglementaires à mettre en place dans les espaces ruraux. Un projet de loi relatif au développement des territoires ruraux a été présenté par H. Gaymard au conseil de ministres début septembre. Le Département d'économie et de sociologie rurales de l'INRA a participé par divers canaux à cette réflexion et a souhaité organiser une présentation synthétique des différents travaux menés depuis une dizaine d'années par les chercheurs de l'INRA sur ce thème des dynamiques économiques et sociales des espaces ruraux français.

Un élément essentiel des changements intervenus dans les dernières décennies réside dans le regain démographique du rural, qui fait suite à plus d'un siècle d'exode rural. Cette évolution positive résulte de la combinaison d'un bilan naturel négatif et d'un solde migratoire positif. Ce dernier masque cependant deux phénomènes remarquables, d'une part l'importance des flux croisés entre différents types d'espaces et d'autre part, le caractère sélectif de la mobilité, avec des conséquences lourdes sur la population des espaces ruraux, marquée par son vieillissement continu et sa moindre qualification professionnelle. Ces mobilités entre villes et campagnes entraînent une extension continue des territoires périurbains qui couvrent en 1999 le tiers du territoire, parmi lesquelles 90% sont des communes rurales. Ce développement de la fonction résidentielle de certains espaces ruraux correspond aussi à un mouvement de tri social dans l'espace, porteur de ségrégation sociale. Ainsi, la part des cadres dans la population salariée diminue plus vite avec la distance à la ville-centre que n'augmente celle des ouvriers. En corollaire, le revenu moyen par personne est le plus faible dans les couronnes périurbaines éloignées, malgré une amélioration sensible depuis 1984.

Ce regain démographique et les modifications de la structure de la population rurale qui l'accompagnent suscitent de nouvelles activités de services, modifiant en profondeur le tissu économique et la structure des emplois ruraux. Les services aux populations représentent plus de la moitié des emplois non agricoles des zones rurales et périurbaines. Les services administrés y jouent un rôle central : les emplois dans l'éducation, la santé et l'action sociale connaissent des taux de croissance très nettement supérieurs à celui des emplois non agricoles pris dans leur ensemble, non seulement dans les communes périurbaines, mais aussi dans les espaces à dominante rurale. Ce développement spectaculaire des services aux populations se traduit également par une amélioration de leur accessibilité. Ce sont les services de santé de proximité qui apparaissent les plus proches de la population, tous types de bassins de vie confondus. Les zones où les niveaux d'accessibilité aux services sont les meilleurs sont aussi celles où les temps de trajet domicile-travail sont les plus longs. Les zones les moins bien desservies se retrouvent dans une large bande diagonale partant de la frontière espagnole jusqu'à la région Champagne-Ardenne.

Parallèlement au poids sans cesse plus important des services aux populations, le recul ininterrompu de l'emploi agricole a réduit considérablement le poids de l'agriculture dans l'économie rurale, sans que l'emprise de ce secteur sur le territoire ne s'affaiblisse pour autant. L'activité industrielle, quant à elle, résiste mieux dans ces espaces que dans les centres urbains, soutenue, d'une part, par la périurbanisation d'activités productives notamment pour accroître la capacité des équipements productifs et d'autre part, par les spécificités maintenues de l'industrie et de la main-d'œuvre rurales. La faible densité de l'offre et de la demande d'emploi conduit à des difficultés d'appariement plus marquées sur les marchés ruraux que sur les marchés urbains du travail. Ces difficultés et la moindre qualification de la main-d'œuvre rurale se conjuguent avec l'existence de relations interpersonnelles et contribuent à une stabilité plus forte de la relation d'emploi dans le rural, à des salaires plus faibles et à engendrer une spécialisation fonctionnelle des espaces.

Quelles perspectives ces mutations ouvrent-elles pour ces territoires dans les prochaines années ? S'appuyant sur une synthèse et une relecture des connaissances acquises sur les espaces ruraux, quatre scénarios de réflexion pour les campagnes françaises à l'horizon 2020 sont proposés. Entre la campagne résidentielle généralisée, scénario dans lequel les politiques économiques ne remettent pas en cause les leviers de la croissance démographique du rural, et les campagnes industrielles et concurrentielles, scénario du développement économique du rural fondé sur l'entrepreneuriat et les initiatives locales, dans lequel le pouvoir central s'affaiblit au profit des pouvoirs locaux, deux scénarios sont proposés qui reposent sur l'importance croissante des préoccupations et politiques environnementales. Dans les deux cas, le développement résidentiel des campagnes est stoppé, l'activité agricole est réorientée dans le cadre d'une politique agricole commune environnementale, l'espace rural est principalement mobilisé pour la maîtrise de la qualité de l'environnement.

Les politiques territorialisées constituent un levier majeur du devenir des espaces ruraux français. Ceux-ci ont fait l'objet jusqu'ici d'un nombre important de mesures publiques spécifiques de la part de l'Etat. Devant les difficultés qu'elles rencontrent, les politiques rurales gagneraient à être inscrites dans une politique plus globale de l'aménagement du territoire. Se pose alors la question de la justification de l'aide des zones rurales, celle-ci ne pouvant pas être confinée au registre de la compensation. Par ailleurs, le grand mouvement de décentralisation de l'action publique concerne directement les espaces ruraux, en raison de la dispersion, de la faiblesse des moyens des collectivités et de leur hétérogénéité. La question en jeu est bien la redéfinition du rôle de l'Etat dans l'équité et la cohérence territoriales.

Les différentes contributions présentées dans ce dossier tracent un cadre général, elles permettent de rendre compte des grandes tendances d'évolution des espaces ruraux. Il ne faut cependant pas oublier la diversité, voire l'hétérogénéité très forte de ces espaces. Le regain démographique en caractérise la majeure partie mais certains espaces, notamment éloignés de l'influence des villes, continuent à perdre des habitants. L'industrie rurale résiste certes globalement mieux que l'industrie en zones urbaines, pour autant, certaines zones rurales connaissent une crise industrielle difficile. Les services aux populations se sont développés dans l'ensemble des espaces ruraux, cependant certaines zones restent encore sous équipées... Il est donc important d'aller au-delà des constats généraux et de travailler sur les effets spatiaux et régionaux des phénomènes étudiés.

**Cécile Détang-Dessendre, Philippe Perrier-Cornet**